

20 Provinces

Woleu-Ntem/Département du Woleu/Oyem/Fonds d'initiatives départementales (Fid)

Le comité de pilotage examine les 20 projets retenus



Le gouverneur du Woleu-Ntem, Joël Ogouma, dirigeant les travaux du Fid...



... en présence des représentants des collectivités locales...

PME

Oyem/Gabon

UNE délégation des représentants des ministères de l'Intérieur, de l'Economie et du Budget vient de séjourner à Oyem, chef-lieu du Woleu-Ntem, pour acter la mise en œuvre du Fonds d'initiatives départementales (Fid) dans cette province.

C'est dans cette optique que le gouverneur, Joël Ogouma, en sa qualité de président du comité de pilotage du Fid, a présidé, le jeudi 25 octobre, à l'Hôtel de Ville d'Oyem, une rencontre à laquelle étaient conviés le secrétaire général de province, les préfets, sous-préfets, présidents des conseils communaux et départementaux des cinq départements du Woleu-Ntem (Woleu, Ntem, Okano, Haut-Ntem et Haut-Como). Le but de ce tour de table était d'examiner avec les experts venus de Libreville, les différents projets sélectionnés dans ces cinq départements. Après examen de tous les dossiers soumis à l'appré-



... et des préfets et sous-préfets...



... sous la supervision des deux experts.

ciation des participants, il en ressort que 20 projets ont été sélectionnés dans le Septentrion : 5 dans le département du Woleu, 3 dans le Ntem, 3 dans l'Okano, 7 dans le Haut-Ntem et 2 dans le Haut-Como.

Ces projets, pour être retenus par les membres du comité de contrôle venus de Libreville, ont été défendus par les délégués de chaque département. « Notre mission ici, est de regarder ensemble avec vous, les projets qui ont été sélectionnés et qui sont éli-

gibles dans chaque département, écouter l'explication technique de chaque projet et arrêter de commun accord, les dates de publication des avis, l'élaboration des dossiers d'appel d'offres et regarder enfin, les dates d'évaluation des appels d'offres », a expliqué à l'assistance Raphaël Edzang, du ministère du Budget. Pour la mise en œuvre effective de ces projets, le gouvernement souhaite que les avis d'appels d'offres et la sélection des entreprises soient faits durant tout le mois de no-

vembre. Le début des travaux des premiers projets retenus, quant à lui, est prévu au mois de décembre prochain. Au terme de ce travail technique, le gouverneur a félicité les uns et les autres pour la qualité des échanges, et surtout des dossiers mis à la disposition des experts du comité de contrôle. D'autant plus que « les projets qui ont été présentés à ce stade de la réflexion, sont l'expression des besoins exprimés par les populations », a indiqué Joël Ogouma.

Ces besoins tournent autour de l'activité caçoillère, des équipements collectifs et sociaux de base, des activités de production à fort impact économique et social, de l'aménagement des marchés, des équipements marchands, de la culture, de la transformation du manioc et de l'arachide. En somme, des besoins qui visent l'amélioration des conditions de vie des populations. En outre, dans un exercice pédagogique, Joël Ogouma a rappelé aux participants

les attentes du président de la République, Ali Bongo Ondimba, par rapport au Fid, dont il avait annoncé la création au cours de son adresse à la Nation du 31 décembre 2017, afin de booster le développement des collectivités locales de l'ensemble du pays.

Le Fid est, en effet, destiné aux 48 départements du Gabon. Il a pour objectif de promouvoir le développement à la base, à travers le financement des projets communautaires, rappelle-t-on.

Ogooué-Ivindo/Département de l'Ivindo/Makokou/Caisse nationale d'assurance maladie et de garantie sociale (Cnamgs)

La campagne de distribution de kits alimentaires lancée

Benjamin EVINE BINET

Makokou/Gabon

A Makokou, séjourne depuis quelques jours, une équipe de la direction générale de la Caisse nationale d'assurance maladie et de garantie sociale (Cnamgs). But de la mission : procéder à la distribution des kits alimentaires aux veuves et veufs économi-

quement faibles de cette commune, et annoncer la reprise des opérations d'immatriculation des Gabonais économiquement faibles.

DEUX temps forts auront marqué le récent séjour à Makokou du directeur général adjoint de la Caisse nationale d'assurance maladie et de garantie sociale (Cnamgs), Pamphile Sangoma, et sa suite.

D'abord, la cérémonie officielle de lancement de la campagne de distribution de kits alimentaires aux veuves et veufs recensés dans cette localité, dans le cadre du volet garantie sociale, du reste pas très connu du grand public. Une cérémonie qui a eu pour cadre le siège provincial de cette institution, avant de se poursuivre à travers les quartiers des deux arrondissements de

la commune.

Ce sont, au total, 400 kits composés de produits de première nécessité (riz, sucre, savon, huile végétale, conserves et autres) qui ont été ainsi distribués aux ayants droit. « Nous sommes particulièrement heureux d'échanger aussi avec nos parents, nos papas, nos mamans et nous avons fait le constat qu'il y a beaucoup plus de veuves que de veufs. Il y en a un seul sur la

trentaine de personnes sur le site », a relevé Pamphile Sangoma.

L'occasion également pour le directeur général adjoint de rappeler à l'attention de tous, la reprise des opérations d'immatriculation des Gabonais économiquement faibles. « A cet effet, l'ensemble des compatriotes qui n'ont pas été immatriculés lors des précédentes campagnes, sont vivement invités à le

faire durant cette nouvelle opération », a lancé M. Sangoma.

Aussi, agents et collaborateurs en service au siège provincial de la Cnamgs sont-ils actuellement en train de se déployer dans les localités de l'arrière-province pour s'atteler à cette tâche. Celle consistant à enrôler les Gabonais vivant avec un revenu mensuel de moins de 80.000 francs.